

De 1965 à 1970, période la plus récente pour laquelle on dispose de statistiques internationales complètes, 1,300,000 nouveaux emplois ont été créés au Canada. Cela représente 400,000 emplois de plus, soit 50 p. 100, que l'augmentation absolue du nombre d'emplois dans les 15 pays appartenant alors à la Communauté économique européenne et l'Association européenne de libre-échange, où la population est 13 fois et demie plus forte que celle du Canada. Proportionnellement, le nombre d'emplois au Canada pendant cette période s'est accru 57 fois plus vite qu'aux États-Unis, deux fois plus vite qu'au Japon et 27 fois plus vite que dans les 15 pays européens mis ensemble.

Des voix: Bravo!

M. Turner (Ottawa-Carleton): Bien que nous n'ayons pas de comparaison internationale plus récente, nous avons toutes les raisons de croire...

Une voix: Que dire de l'inflation?

M. Turner (Ottawa-Carleton): Je pourrais également citer des chiffres à ce sujet et ils seraient en faveur du Canada. Bien que nous n'ayons pas de comparaison internationale plus récente, nous avons toutes les raisons de croire que le taux d'augmentation de l'emploi au Canada a continué de dépasser celui de toute autre nation industrialisée au cours des dernières années.

Des voix: Bravo!

M. Turner (Ottawa-Carleton): Il se trouve que c'est un fait. Au cours des seuls huit derniers mois, le taux d'emploi désaisonnalisé a augmenté plus rapidement que jamais auparavant dans notre histoire.

Des voix: Bravo!

M. Turner (Ottawa-Carleton): Comme l'a indiqué Statistique Canada cette semaine, le nombre de Canadiens qui travaillent dans tout le pays en mai avait dépassé de 479,000, presque un demi-million, le total de l'année précédente.

Des voix: Bravo!

M. Turner (Ottawa-Carleton): Ce fut une augmentation de 6 p. 100 du total de l'emploi au cours de ces 12 mois, ce qui représente presque deux fois le taux d'augmentation de 3.2 p. 100 qui a été enregistré aux États-Unis pendant la même période.

Des voix: Bravo!

M. Turner (Ottawa-Carleton): Il n'est pas surprenant que le chef du Nouveau parti démocratique choisisse de ne pas tenir compte de ces réalités, étant donné qu'elles sapent totalement le fondement même de la plate-forme sur laquelle il a décidé de bâtir sa politique.

En conclusion, monsieur l'Orateur, j'aimerais exprimer de nouveau la très forte conviction que j'ai exposée à la Chambre dans mon dernier budget:

Ce qui est en jeu, ce n'est pas le bien-être des sociétés et de leurs actionnaires, mais bien celui de tous les Canadiens. Ce qui est en jeu, c'est des centaines de milliers d'emplois qui dépendent aujourd'hui de la survie de nos industries de fabrication et de la conservation des emplois qu'elles procurent. Ce sont aussi les centaines de milliers de bons emplois permanents qui seront demain nécessaires dans tout le Canada pour nos nouveaux travailleurs dans le secteur de la fabrication et dans les industries de soutien. Il est essentiel que nous comprenions tout ce qui est en jeu. Voilà pourquoi, le gouvernement et moi-même tenons à l'adoption de ces mesures.

Loi de l'impôt sur le revenu (n° 2)

Des voix: Bravo!

● (1540)

M. G. W. Baldwin (Peace River): Monsieur l'Orateur, le ministre des Finances (M. Turner) avait certains commentaires à faire au sujet du chef du Nouveau parti démocratique (M. Lewis) et de sa façon de faire. Je crois qu'après sa performance d'aujourd'hui, monsieur l'Orateur, le ministre pourrait être engagé dans une académie comme maître en statistiques sélectives truquées!

Des voix: Bravo!

M. Baldwin: On nous en a beaucoup servi pendant la période des questions ces derniers jours. Toutefois, le ministre a établi un record. Si le début du débat de deuxième lecture de ce bill peut être considéré comme le premier signe de vie de la mesure, il y a alors eu une période de gestation politique dans le cas du bill découlant du budget, la plus longue de l'histoire parlementaire du Commonwealth. Il y a un an, 36 jours, quatre heures et 44½ minutes que le ministre a présenté sa proposition à une Chambre des communes et un pays impatient en disant: «Ce bill sera présenté sous peu, c'est ce que veut le pays, il n'y aura pas de temps perdu, c'est ce que vous voulez, c'est ce que moi, le D^r Turner, je crois qu'il vous faut et vous l'aurez sous peu.»

Monsieur l'Orateur, je crois que nous avons tous ici des objectifs communs. Nous voulons faire ce qu'il faut pour les Canadiens: emplois, stabilité, bonne vie. Je crois que les députés de tous les partis sont d'accord sur ces objectifs. Toutefois, nous avons des façons différentes d'essayer de les réaliser. Le ministre a dit aujourd'hui que ces mesures étaient présentées parce qu'il faut, a-t-il dit, trouver des millions d'emplois. Il a rappelé l'exposé budgétaire qu'il avait fait à la Chambre ainsi que le discours du trône.

C'était très réconfortant et très intéressant et d'excellents discours ont marqué ces débats, mais, monsieur l'Orateur, comment pouvons-nous nous fier à la bonne foi du gouvernement actuel quand nous avons un gouvernement et un ministre qui, à force de truquages et de revirements, d'acrobaties verbales et intellectuelles, ont réussi à tromper la Chambre et le pays?

Des voix: Bravo!

M. Baldwin: En réponse à un grand nombre de questions posées à la Chambre au sujet des emplois, le ministre a dit que sa première priorité était de donner du travail aux gens.

Des voix: Bravo!

M. Baldwin: Le ministre, le premier ministre (M. Trudeau) et les députés de ce gouvernement d'en face malade et impotent, ont parlé de la stabilité et des mesures destinées à freiner l'inflation. Au cours des débats sur le discours du trône et sur le budget, le ministre et ses collègues nous ont fait croire que c'était là la toute première priorité. Nous avons découvert qu'au moment même où le gouvernement participait à ces débats, où le ministre nous parlait de la gravité et de l'urgence d'avoir de la stabilité et des emplois, un comité secret du cabinet étudiait quel devait être l'ordre des priorités.